

Pacte : « Les professeurs n'ont pas été impliqués »

Un groupe d'opposants au Pacte d'excellence manifesterà, le 7 juin, à Bruxelles. Leur propos : réformer, oui, mais pas dans le dos des enseignants.

ENTRETIEN

Elle n'est pas (encore) très connue : Ipact est une ASBL, récemment créée pour lutter contre le Pacte d'excellence. Elle est issue d'une page Facebook (bien connue, elle), intitulée « Non au Pacte d'excellence » créée en janvier et drainant plus de 24.000 membres. Le 7 juin, à 15 heures, Ipact manifesterà à Bruxelles (place Surllet de Chokier), devant le cabinet de Marie-Martine Schyns, la ministre de l'Éducation. Rencontre avec Christophe Bodart, le porte-parole de Ipact.

Qu'est-ce qui crée la colère ?

On voit que le Pacte commence à s'appliquer. Mais les profs n'ont pas été impliqués, consultés. Tout a été décidé dans leur dos. On nous dit que le Pacte résulte d'un processus participatif et qu'on a consulté les acteurs de terrain. Mensonge. On a consulté les représentants des acteurs de terrain – syndicats, pouvoir or-

ganisateurs (PO), etc. Mais les profs sont restés étrangers à tout ça. A ça, Schyns répond que, pendant l'écriture du Pacte, 1.000 profs ont plus ou moins donné leur avis. Mille sur 100.000, c'est quand même peu...

Sur le fond, qu'est-ce qui vous dérange ?

D'abord, la tonalité générale du Pacte. Avant même de lancer la négociation avec les syndicats, les PO, etc., la première chose que l'ex-ministre Joëlle Milquet a faite, c'est aller chez Mac Kinsey qui lui a remis une note de 8 pages. C'est parti comme ça... Avec, d'emblée, une vision managériale de l'école.

L'allongement du tronc commun (qui s'achèvera en 3^e secondaire au lieu de la 2^e) inquiète fort...

Les réactions sont contrastées. Les gens de gauche estiment que cela favorisera l'épanouissement de tous. Ceux de droite disent qu'on va niveler par le bas parce que le tronc commun gardera des élèves qui devraient partir en technique/professionnel.

Qu'en pensez-vous, vous ?

Si on veut un tronc commun, qu'on aille de la maternelle jusqu'à la rhétorique. Eclatons les grilles-horaires et remettons tout à plat !

Les écoles seront soumises à des plans de pilotage... Cela rebute, ça aussi.

C'est juste insupportable ! C'est la mise en concurrence des écoles. On fera de chaque école une mini-entreprise avec un leadership renforcé de la direction. C'est conforme aux recommandations européennes, de l'OCDE...

Mais est-ce si insensé que chaque école se voie assignée des objectifs personnalisés ?

Les objectifs de chaque école de-

vront s'inscrire dans un cadre fixé par l'administration. On ne pourra pas dire : nous sommes une école totalement innovante qui essaie des choses jamais tentées... Deux : des objectifs, oui, ça peut être bien. Mais c'est un élément d'inégalité. Prenez une équipe pédagogique motivée, dynamique : ça ira. Prenez une équipe où il y a des tensions, où le directeur est en porte-à-faux : ça n'ira pas... L'inégalité renforcera le marché scolaire et la concurrence... C'est le problème du Pacte : il y a des tas de belles idées. Quand on les confronte à la réalité, ça s'écrase et ça ne marche plus...

On dit parfois que les profs sont rétifs, par principe, à l'idée que le politique se mêle de leurs affaires...

Ils ne sont pas rétifs aux réformes ! Depuis trente ans, on se prend réforme sur réforme, surtout au secondaire inférieur. A chaque fois, les profs s'adaptent. A chaque fois ! On les présente comme des râleurs, jamais contents. C'est faux !

Vous critiquez ce qui se trouve dans le Pacte. Il y a aussi des manques, des choses qui auraient dû s'y trouver ?

Le grand tabou du Pacte, ce sont les réseaux. Frédéric Delcor, président du Groupe central (qui a rédigé le Pacte, NDLR), dit : "Évidemment que nous n'avons pas abordé la question des réseaux puisque les PO étaient à la négociation." Pour les gens de terrain, la diversité des réseaux, c'est la concurrence et beaucoup de moyens gaspillés. Là, il y a un manque d'audace, clairement.

Vous manifestez donc le 7 juin. Quel est le but ?

A l'origine, la manif a été lancée par le Corme (Collectif des profs de morale/religion). Le Collectif

des profs de morale s'y est joint, ainsi que Ipact...

Qu'est-ce qui fédère ces groupes ?

Le fait qu'on nous impose des réformes qui viennent toujours d'en haut, sans concertation.

Et que demandez-vous ?

On est d'accord pour réformer mais on refuse les réformes chaotiques, non concertées. On dit oui à une politique d'enseignement

ancrée dans la réalité des élèves, des enseignants, des parents. Les réformes déconnectées, non. L'élève n'est pas au centre de cette réforme. On est dans l'organisationnel, le système. ■

Propos recueillis par
PIERRE BOUILLON